

Tchernobyl : enquête exclusive

Comment le lobby nucléaire français enterre la vérité en zones contaminées

Le groupe FNSEA s'allie au lobby nucléaire pour écouler des productions agricoles qui seraient contaminées par un accident nucléaire

Enquête : le Réseau "Sortir du nucléaire" publie ce jour une enquête exclusive qui démontre comment l'industrie nucléaire française, pour cacher les véritables conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, a mis en place des programmes de désinformation sur les conséquences de la catastrophe en zones contaminées. Présentés comme scientifiques, humanistes et humanitaires, internationalisés au fil des mois, ces programmes ont en réalité été montés de toute pièce par le CEPN, un organisme aussi discret que puissant : il rassemble EDF, Areva, le CEA et l'IRSN.

Révélation : le lobby de l'agriculture productiviste (FNSEA et Cie) est fortement impliqué dans ces programmes pour écouler des productions agricoles qui seraient contaminées après un accident nucléaire. Pourtant, 20 ans après Tchernobyl, et pour encore des décennies, l'ingestion de nourriture contaminée cause des ravages dans la population des zones les plus touchées, et particulièrement chez les enfants.

L'industrie nucléaire française, dont les thèses sont contredites par les travaux du Pr biélorusse Bandazhevsky, s'est accommodée de l'emprisonnement de ce dernier.

La "*gestion post-accidentelle des productions animales et végétales contaminées*" est discrètement étudiée dans l'Aube en cas d'accident nucléaire en France.

Vingt ans après le drame, le Réseau "Sortir du nucléaire" fait des propositions concrètes pour faire émerger la vérité sur les conséquences réelles de la catastrophe de Tchernobyl et pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise.

2

9 mars 2006 - Enquête exclusive du Réseau "Sortir du nucléaire"

L'après Tchernobyl

ou

Vivre "heureux" en zone contaminée

Introduction

La catastrophe de Tchernobyl (26 avril 2006) a durablement marqué l'opinion publique mondiale et, à juste titre, porté un coup très dur au développement du nucléaire sur la planète. L'enjeu est donc de taille pour l'industrie de l'atome qui a bien compris qu'elle jouait sa survie dans cette affaire.

Elle s'est donné comme objectif, pour inverser la tendance, d'imposer par tous les moyens possibles l'idée que, somme toute, les conséquences de Tchernobyl n'étaient pas aussi graves que l'on avait pu le dire.

Et, tant qu'à faire, elle s'est préparée à l'avance à minimiser les conséquences d'un éventuel nouveau désastre nucléaire. Ainsi, le lobby de l'atome a mis en oeuvre, en

particulier dans les zones contaminées par le drame de Tchernobyl, divers programmes d'études... et surtout de communication.

Or, c'est en France que le nucléaire est le plus puissant : ce sont donc des français (EDF, la Cogéma, le CEA, etc.) qui ont pris les commandes des études dans les zones contaminées autour de Tchernobyl. Pour arriver à leurs fins, ils n'ont par exemple pas hésité à s'allier avec les régimes autoritaires d'Ukraine et de Biélorussie.

Grâce à eux, nous allons pouvoir... "**vivre heureux en zone contaminée**"....

3

Le CEPN : émanation puissante et discrète du lobby nucléaire français

Vous ne connaissez certainement pas le CEPN¹, Centre *d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire*. Il s'agit effectivement d'une structure discrète qui, d'ailleurs, ne compte que quatre membres. Mais... pas n'importe lesquels : EDF, la Cogéma (membre du groupe Areva), le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). C'est donc précisément une émanation du lobby nucléaire français uni et d'ailleurs, sur son propre site web, le CEPN nous apprend qu'il dispose chaque année de la confortable somme de d'environ 1,8 millions d'euros. Assurément de quoi agir !

Et c'est effectivement le CEPN qui est à l'origine d'un certain nombre de programmes de désinformation "post-Tchernobyl", **Ethos**² et ses successeurs **Ethos2** et **Core**³, pour lesquels des partenaires ont été recrutés les uns après les autres. Objectif : donner une caution "scientifique" à ces initiatives et les faire passer pour des démarches pluridisciplinaires, humanitaires, voire humanistes. D'ailleurs, au premier abord, on ne peut que souscrire aux objectifs annoncés : "*Améliorer durablement les conditions de vie des habitants des villages dont la vie quotidienne a été fortement affectée par la présence à long terme de contamination radioactive à la suite de l'accident de Tchernobyl*"⁴. Qui pourrait être contre un tel projet ? Poursuivons l'enquête...

Qui est à l'origine des projets Ethos et Core ?

Même si la liste des partenaires est aujourd'hui conséquente, c'est bien le lobby nucléaire et ses proches alliés qui sont à l'origine de tout. D'ailleurs, sur le site web du CEPN, on peut lire : "*Le projet ETHOS a été mis en oeuvre par une équipe de recherche impliquant quatre organismes scientifiques : le Centre d'étude sur l'Evaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire (CEPN), l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon (INAPG)* ⁵, *l'Université de Technologie de Compiègne (UTC)* ⁶ *et le groupe d'étude Mutadis (gestion sociale du risque) qui assurait la coordination scientifique.*" Pour le CEPN, nous savons désormais à quoi nous en

¹ www.cepn.asso.fr

² www.cepn.asso.fr/fr/ethos.html

³ www.core-chernobyl.org/eng

⁴ www.cepn.asso.fr/fr/ethos/resume.html

⁵ www.inapg.fr

⁶ www.utc.fr

4

tenir. Mais, qu'est-ce donc que **Mutadis Consultants**⁷ ? Cette structure assure la coordination ou le secrétariat de nombreux programmes mis en place par l'industrie nucléaire et/ou les autorités nationales ou internationales. Ses activités principales consistent à développer des stratégies pour désamorcer les risques de manifestations et le refus des populations face à des projets d'activités "à risque". Ainsi, **Mutadis** a assuré la coordination ou le secrétariat des programmes **Ethos** 1 et 2 et **Core**, mais aussi de **Cowam** 1 et 2 (mise au point de stratégies pour faire accepter un site de stockage ou d'enfouissement des déchets nucléaires)⁸, **Trustnet** (stratégie pour obtenir la "confiance" de la population avant l'implantation d'une activité à risque)⁹, etc. Autre exemple : Mutadis, par l'intermédiaire de son directeur, Gilles Hériard-Dubreuil, a activement participé à la "Commission granite"¹⁰ qui, au premier semestre 2000, a tenté de trouver dans l'ouest de la France un site pour l'enfouissement des déchets nucléaires. Les mobilisations populaires ont néanmoins mis en déroute cette commission. Il est donc évident que Mutadis n'a pas pour objectif de rendre service à la population mais, au contraire, de faciliter les projets de l'industrie nucléaire comme par exemple avec les programmes "post-Tchernobyl", Ethos et Core.

Des alliés précieux et puissants

L'Université de Technologie de Compiègne (UTC) a directement été recrutée par Mutadis : "*Nous avons été contactés par Gilles Hériard-Dubreuil, directeur de Mutadis Consultants, spécialiste dans la gestion des risques qui étudiait depuis 1986 les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, pour participer à une mission de trois ans dans les territoires*

contaminés." ¹¹ Il s'agissait de toute évidence de donner au projet une caution scientifique. En effet, l'UTC est un organisme de recherche spécialisé dans un certain nombre de domaines... tout à fait compatibles avec l'idéologie scientiste du lobby nucléaire : biotechnologie, mécanique, systèmes socio-techniques complexes, génie biomédical, sciences et technologies pour l'information et la communication, génie des procédés, modélisation et calcul, etc. Objectif

⁷ www.mutadis.org

⁸ www.cowam.org

⁹ www.trustnetinaction.com

¹⁰ www.industrie.gouv.fr/energie/nucleair/pdf/annexea.pdf - voir page 13

¹¹ Déclaration de Gilles Le Cardinal, professeur de communication à l'UTC, voir sur le web : www.utc.fr/evenements/utcfinfos/n1107.pdf

5

atteint sans surprise : dans le magazine UTC-Infos du 24 janvier 2002, on peut lire : "L'après Tchernobyl à Olmany avec Gilles Le Cardinal. La confiance reconstruite. D'abord cantonnée au village d'Olmany, puis étendue au district de Stolyn, la méthode ETHOS, fondée sur l'implication de la population dans la gestion de son environnement, mise au point "chemin faisant" en Biélorussie, est transposable à la gestion post-accidentelle à long terme." Sous une photo du chercheur, on peut même lire "Gilles Le Cardinal, professeur de communication, à l'origine de la méthode Ethos". Bigre : voici qu'il s'attribue même la paternité de l'entreprise ! Voilà de quoi plaire au Président de Conseil d'administration de l'UTC, Rémy Carle, qui brandit avec entrain son parcours atomique : "20 ans de CEA, 20 ans d'EDF !" ¹²

Enfin, la présence de l'INAPG (*Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon*), dès le lancement d'Ethos, est d'une importance fondamentale : cette structure est le pion avancé du lobby de l'agriculture productiviste qui est, désormais, un poids lourd des programmes "post accident nucléaire" auxquels il contribue fortement, en particulier sur le plan financier. L'explication de cet investissement est très simple : il s'agit de continuer à produire et vendre des productions agricoles... même si elles sont contaminées. Nous allons voir comment...

Qui finance les programmes Ethos et Core ?

Outre sa mise initiale, le lobby nucléaire est parvenu assez rapidement à se faire attribuer des fonds publics ce qui a pour double avantage de ne rien coûter (hormis aux citoyens !) et de crédibiliser la démarche en l'institutionnalisant. Voici quelques informations que nous avons pu recueillir :

- Programme **Ethos** : "Une première phase (1996-1998), financée par la Commission Européenne"; "La deuxième phase du projet (2000-2001), co-financée par la Commission Européenne, le Ministère Suisse des Affaires Etrangères, l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire, l'association Sol et Civilisation, ainsi qu'Electricité de France et COGEMA." ¹³

¹² www.utc.fr/evenements/utc-infos/n1106.pdf

¹³ www.cepn.asso.fr/fr/ethos.html

6

- Programme **Core** : "Pour le programme de l'année 2003, 1.145.000 € ont pu être dégagés grâce à l'intervention du Ministère français des Affaires Etrangères, de l'Association des Producteurs Agricoles de France, et de la Direction pour le Développement et la Coopération du Département Fédéral des Affaires Etrangères de Suisse." ¹⁴

Nous verrons par la suite que les Suisses, forts de leur image historique de neutralité, sont très utiles pour divers nouveaux partenaires qui, questionnés sur leur participation à ces programmes, se défendent en disant "Nous ne travaillons pas avec les gens du nucléaire, c'est le ministère suisse qui nous a invités". Nous n'avons pas pu savoir ce que faisaient les suisses dans cette affaire, mais il est fort possible qu'ils aient été de bonne foi, croyant véritablement venir en aide aux Biélorusses.

Sol et civilisation est une émanation des grandes structures agro-productivistes, fortement liée à la FNSEA. ¹⁵ D'ailleurs, le programme Core a été rejoint par le groupe FERT (Formation, Épanouissement, Renouveau de la Terre) ¹⁶, dirigée par Gérard de Caffarelli, ancien président de la FNSEA, et dont le Directeur du développement est un dénommé Michel Mollard, ingénieur agronome à... l'INAPG. Comme par hasard !

Sur son site web, on peut lire que "FERT s'appuie sur les ressources humaines du groupe Les Céréaliéristes de France (...) FERT confie la gestion technique des projets qu'elle appuie à sa filiale FERTILE, S.A. dont les principaux actionnaires sont : FERT, UNIGRAINS, Sol et Civilisation." Ces riches structures imposent en France l'agriculture productiviste, extrêmement polluante, fortement subventionnée et exportatrice (entre autre au détriment des productions

locales des pays du Sud). Elles ne cachent par ailleurs pas leur soutien aux OGM dont la problématique est fortement comparable à celle du nucléaire.

Mais, nous l'avons déjà évoqué, leur but principal en participant aux programmes Ethos et Core est de préserver leurs intérêts en cas d'accident nucléaire. Pour cela, ils sont heureux de trouver des gens qui "démontrent" que l'on peut vivre assez correctement en zone contaminée et, surtout, que l'on peut "sans risque" consommer des produits contaminés. Cf. ci-dessous.

¹⁴ <http://belembassy.org/belgium/eng/index.php?d=humanitarian&id=5>

¹⁵ voir ici : www.soletcivilisation.fr

¹⁶ www.fert.fr

7

La "malbouffe radioactive"

Sur son site web, FERT valorise sa participation à Core "depuis 2001" et explique : "*Le programme d'amélioration de la qualité radiologique et de l'économie de la production de pommes de terre dans les territoires contaminés (...) a permis de diffuser des techniques qui ont contribué à l'amélioration de la qualité radiologique de 25 à 30% et à un accroissement des rendements de 250%.*"¹⁷ Bon appétit : vous reprendrez bien un peu de ces aliments contaminés à "seulement" 70%. Et vous en reprendrez bien 2,5 fois plus : c'est fou ce que ça pousse bien en zone contaminée ! C'est d'autant plus grave que, sans appareil de détection, il est impossible de se rendre compte qu'on est en train de s'empoisonner en ingérant de la nourriture contaminée. Continuons. Sur le site web de l'IRSN on peut lire : "*En Ukraine, sur la plus grande partie des territoires contaminés, les entreprises agricoles et les particuliers produisent des produits alimentaires conformes aux normes en vigueur depuis le 25 juin 1997 (pour le 137Cs : 100 Bq/l pour les produits laitiers, 200 Bq/kg pour la viande, 20 Bq/kg pour les pommes de terre et le pain).*"¹⁸

Le même texte explique que seuls 90 000 hectares sont exclus de toute production agricole alors qu'il y a au moins 8 millions d'hectares de terres contaminées. Voilà un rapport qui doit convenir aux grands producteurs agricoles dans l'hypothèse d'un accident nucléaire en France : à peine 1% des terres contaminées sont donc exclues de production agricole !

Le point crucial de toute cette affaire est celui-ci : la consommation de produits contaminés est-elle oui ou non dangereuse ? L'IRSN, et de façon générale les autorités nationales et internationales, considèrent que le danger disparaît lorsque la contamination est en dessous de certains seuils : par exemple, nous venons de le voir avec l'IRSN, 100 Bq/l pour les produits laitiers, 200 Bq/kg pour la viande, 20 Bq/kg pour les pommes de terre et le pain.

Problème : l'existence de ces seuils n'a **jamais** été démontrée. Ils ont été fixés arbitrairement et, comme par hasard, ils permettent de ne condamner qu'une infime partie des productions issues des zones touchées par la catastrophe du 26 avril 1986.

¹⁷ www.fert.fr/missions/fiches/bielorussie_tchernobyl.htm

¹⁸ www.irsn.fr/vf/05_inf/05_inf_1dossiers/05_inf_17_tcherno/pdf/dp_complet_arret_tcherno.pdf

8

Le seul "avantage" (si on ose dire) du drame de Tchernobyl est que l'on doit pouvoir vérifier en situation qui a raison : il suffit de voir si les gens qui consomment des produits contaminés ont des problèmes de santé, et si ces problèmes n'existent pas en dessous d'un certain seuil. Bien sûr, ceux qui ne veulent pas que la vérité soit connue sont prêts à tout pour arriver à leurs fins, y compris prétendre que les maladies rencontrées en zones contaminées sont... psychosomatiques.

Youri Bandazhevski : un chercheur gênant

Les "experts" du lobby nucléaire français arrivent bien entendu à la conclusion, pour résumer, qu'il fait bon vivre en zone contaminée. Mais leurs déclarations rassurantes sont battues en brèche par les travaux d'un courageux scientifique biélorusse, **Youri Bandazhevski** (ou Bandajevsky, les deux orthographes sont possibles). En 1990, à 33 ans, il prend la direction du nouvel Institut de médecine de Gomel, en pleine zone contaminée, qu'il spécialise dans les recherches sur les conséquences de l'ingestion de produits contaminés, en particulier par le césium 137.

Mais, les travaux des Bandajevsky ne vont pas tarder à déranger car les conclusions qui en découlent contredisent les thèses que le pouvoir autoritaire biélorusse préférerait voir émerger.

Galina Bandajevskaya, épouse de Youri, dans un entretien donné à la Criirad, explique :

"Nous avons pu montrer qu'entre 0 et 5 Becquerels par kilo de poids (plus ou moins, en tenant compte des marges d'erreur de l'instrument) un peu plus de 80% des enfants ne présentent aucune altération de l'électrocardiogramme. Nous pouvons garantir à 85% une évolution plus ou moins normale, une croissance normale. Mais si le césium s'accumule, le pourcentage d'enfants sains diminue proportionnellement suivant ces

paramètres... Et si l'on mesure plus de 70 Becquerels par kilo de poids de cet élément radioactif, on peut prévoir seulement 10% de coeurs plus ou moins normaux."

Nous sommes là au centre du problème : le régime biélorusse, qui reçoit de fortes aides internationales, ne souhaite pas dépenser trop d'argent pour essayer d'atténuer les conséquences de Tchernobyl. Il trouve des alliés naturels auprès des entreprises du nucléaire qui, elles, veulent "montrer" qu'un accident nucléaire n'a pas de conséquences irrémédiables.

9

Les corrompus emprisonnent un incorruptible

Youri Bandazhevski va encore plus loin en dénonçant le détournement d'une grande partie des aides internationale. Corinne Castanier, directrice de la Criirad, explique : "*Membre d'une commission spéciale chargée de vérifier l'efficacité de l'utilisation des fonds pour Tchernobyl, Youri Bandazhevski entreprend de contrôler l'utilisation des 17 milliards de roubles confiés en 1998 à l'Institut de recherche scientifique et clinique des radiations. La conclusion est sans appel : sur les 17 milliards, seulement 1,1 milliards ont été utilisés pour des études utiles*".

Insensible aux menaces, aux lettres anonymes, aux calomnies, le Pr Bandajevsky multiplie les interventions sur les médias, au Parlement... Il fait état de ses travaux et appelle à l'aide : "*Si on n'entreprend pas des mesures permettant d'éviter la pénétration des radionucléides dans l'organisme des adultes et des enfants, l'extinction menace la population d'ici quelques générations*".

La meilleure défense étant l'attaque, les corrompus ont fait tomber le Pr. Bandazhevsky sous prétexte de... corruption ! La sentence, venue d'un tribunal **militaire** (!), est tombée le 18 juin 2001 : huit années de prison à régime sévère, confiscation de tous les biens et interdiction de tout poste à responsabilité pendant une durée de 5 ans à l'issue de la sortie de prison. Des soutiens venus du monde entier n'ont pas suffi à faire libérer le courageux Youri Bandazhevsky.

Le nucléaire français collabore avec le régime biélorusse

Sans surprise, cette affaire n'empêche pas les Français de continuer à collaborer avec le régime de fer qui sévit en Biélorussie : "*Une collaboration fructueuse s'est établie entre les autorités biélorusses et l'IRSN, le ministère français de l'agriculture, notamment, ainsi qu'avec l'INAPG (Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon), pour l'élaboration et la mise en oeuvre du programme CORE*". (Alexandre Istomin, ambassade de Biélorussie en France¹⁹).

Voilà qui a le mérite d'être clair. Mais cela ne suffit pas, car un autre chercheur gêne la belle machination : il s'agit de Vassili Nesterenko, ancien haut responsable du nucléaire biélorusse qui,

[19 www.irsn.fr/vf/04_act/04_act_1/04_act_communique_irs_n/04_act_communique_irs_n_2003/pdf/Retranscription_24_04_03.pdf](http://www.irsn.fr/vf/04_act/04_act_1/04_act_communique_irs_n/04_act_communique_irs_n_2003/pdf/Retranscription_24_04_03.pdf)

10

après Tchernobyl, a créé Belrad, un institut indépendant. Michel Fernex, Professeur honoraire à la Faculté de Médecine de Bâle (Suisse), a produit sur le sujet un excellent article dans le n°22 de Trait d'union, revue de la Criirad.

Extrait : "*Le lobby nucléaire cherche à établir des directives en vue du prochain accident nucléaire (...) Ceci implique de considérer comme intangible le dogme de la non-nocivité des faibles doses de rayonnements ionisants. (...) Les responsables d'Ethos ont demandé au ministre biélorusse chargé des problèmes de Tchernobyl de se substituer à l'institut indépendant de radioprotection Belrad, dirigé par le Professeur Nesterenko, dont ils utilisaient les données de mesures depuis quelques années. La lettre du ministère, du 25 janvier 2001, communiquait en conséquence au directeur de Belrad, que la gestion d'une série de villages du district de Stolyn lui était enlevée au profit de Ethos-2, « conformément à la demande de ces derniers. »*

Depuis, Nesterenko doit composer avec les nucléocrates français. Il avoue en privé qu'il s'allie "avec le diable" pour pouvoir continuer ses travaux, en espérant pouvoir faire éclater un jour la vérité. Car, pour Nesterenko aussi, il n'y a aucun doute : le césium, même ingéré en quantité modeste, s'accumule dans les organes et entraîne des maladies graves. Pour lutter contre l'incorporation du césium, il promeut un traitement à base de pectine, un produit tout simplement tiré de la pomme.

Comme par hasard, les "responsables" des programmes Ethos et Core dénigrent cette solution : reconnaître l'utilité de la pectine serait avouer que le césium est dangereux parce qu'il s'accumule dans les organes. Et donc qu'il n'est pas possible de vivre en zone contaminée. Et donc que l'éventualité d'une catastrophe nucléaire est intolérable. Et donc que la meilleure chose à faire est de fermer au plus vite les centrales nucléaires.

Dès lors, on conçoit aisément que le lobby de l'atome ne souhaite pas que l'opinion publique connaisse la vérité et en tire les conclusions qui s'imposent. Voici bien la réalité des indignes méthodes du CEPN (EDF, Cogéma, CEA, IRSN), des programmes Ethos et Core, alliés au régime biélorusse. Comme toujours, l'industrie nucléaire étouffe la vérité pour essayer d'imposer ses propres conclusions.

D'ailleurs, un véritable système d'opacité a été mis en place au niveau international dès 1959, empêchant l'OMS (Organisation mondiale de la santé) de s'intéresser de trop près aux conséquences du nucléaire (voir ci-dessous)

Comment cacher la vérité sur Tchernobyl

Depuis le jour de la catastrophe (26 avril 1986), l'industrie nucléaire a manœuvré pour empêcher l'établissement de la vérité. Ainsi, en vertu d'un incroyable accord de 1959²⁰, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) doit obtenir l'autorisation de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) pour mener des travaux qui touchent au nucléaire. Aucune enquête épidémiologique sérieuse n'a été mise en oeuvre concernant les populations touchées ni même concernant les 800 000 "liquidateurs" qui ont stoppé la catastrophe, construit le sarcophage, travaillé en zones gravement contaminées.

Par ailleurs, nous l'avons vu, les autorités fort peu démocratiques d'Ukraine et de Biélorussie, pays les plus touchés, ont minimisé le plus possible les conséquences de la catastrophe pour s'éviter de problématiques opérations d'évacuation... et pour utiliser à leur façon les aides financières internationales. Enfin, le Pr Biélorusse Youri Bandazhevsky, dont les travaux remettaient en cause la théorie officielle, a été condamné en 2001 à 8 ans de réclusion.

Il y a cependant des gens qui sont malades dans les zones contaminées, et c'est quand même compliqué de nier leur existence. Le lobby nucléaire a trouvé une explication toute simple : ce sont des maladies... psychosomatiques !

Francis Sorin, dirigeant de la Société Française d'Énergie Nucléaire (la SFEN, qui regroupe plusieurs milliers de cadres de l'industrie nucléaire), explique sans plaisanter : "*L'accident a été un drame pour les populations résidentes avec l'apparition incontestable de pathologies notamment psychosomatiques avec troubles cardiaques, maladies digestives, anxiété.*"²¹ Cette présentation littéralement négationniste est très souvent réitérée par les tenants de l'atome.

²⁰ www.sortirdunucleaire.org/rezo2001/petition_aiea_oms.htm

²¹ Déclaration faite à de nombreuses reprises. Par exemple, le 4 décembre 2004, Yonne Républicaine

Une curieuse "société civile"...

La forte médiatisation prévisible des 20 ans de Tchernobyl a poussé le lobby de l'atome à ne pas relâcher son effort pour présenter devant l'opinion des résultats rassurants, et surtout pour les faire présenter par des personnes ou organisations a priori non suspectes de parti pris pronucléaire. On a donc assisté à l'intégration continue de nouveaux partenaires d'horizons divers (associations, médecins, ONG, établissements scolaires, etc.).

Ainsi, peu à peu, les programmes Ethos et Core ne sont plus apparus comme l'émanation du lobby nucléaire mais comme des programmes pluridisciplinaires, humanitaires et humanistes. D'ailleurs, des conférences de présentation du programme Core sont parfois animées par les seules associations ou organismes : les industriels du nucléaire n'ont même plus besoin de se déplacer ni d'apparaître, ce qui susciterait bien logiquement la méfiance. Les documents diffusés comportent simplement, au milieu d'une liste d'organisations et d'associations, le sigle CEPN dont presque personne ne sait qu'il cache EDF, la Cogéma, le Commissariat à l'énergie atomique...

Mais, que penser des associations et organismes qui participent aux programmes Ethos et Core ? Il est évident que certains sont de bonne foi et n'ont pas conscience de participer à une entreprise de désinformation. D'ailleurs, si les premiers organismes ont été recrutés par le lobby nucléaire (CEPN, Mutadis), les suivants sont invités par des organismes qui n'attirent pas la méfiance.

Nous avons déjà évoqué le rôle du ministère suisse des Affaires Étrangères, qui semble extrêmement "utile" : plusieurs organismes - auxquels nous avons demandé pourquoi ils participaient à Core - prétendent n'avoir affaire et/ou n'être financés que par ce ministère suisse. La lecture du site web officiel de Core²² ne semble pas accréditer une telle "sectorisation".

Par ailleurs, le lobby nucléaire est parvenu à son objectif principal : il ne ressort **jamais** des programmes Core et Ethos que la sortie du nucléaire serait, ne serait-ce que sous forme d'hypothèse, un bon moyen pour éviter une nouvelle catastrophe nucléaire. Le seul message véhiculé par ces programmes est, en fin de compte, qu'il faut accepter de vivre avec le nucléaire, et le cas échéant en zone contaminée.

²² www.core-chernobyl.org/eng/partners

C'est d'ailleurs le discours tenu par l'association *Patrimoine sans frontière*²³, par exemple le 2 décembre 2004 à Bordeaux lors d'une conférence au cours de laquelle, avec divers intervenants, elle est venue faire la promotion du programme Core, et expliquer très tranquillement : "*Le nucléaire est là, il n'y a pas à être pour ou contre, il faut vivre avec.*" Étrange raisonnement car,

le nucléaire étant "là", ne pas être contre, c'est l'accepter, et c'est donc y être favorable. C'est exactement le discours qui est attendu par les tenants de l'atome. Drôle de "société civile" qui permet au lobby nucléaire de ne pas même avoir à s'afficher pour faire passer son idéologie...

La malbouffe radioactive (bis)

Peut-être doutez-vous encore que l'organisation de programmes sur les conséquences de Tchernobyl soit motivée par ces machiavéliques raisons : cacher la vérité sur la catastrophe et se préparer à en faire de même si un nouveau désastre nucléaire se produisait. Alors prenez connaissance de **Farming**, c'est à dire Food and Agriculture Restoration Management Involving Networked Groups²⁴.

Il s'agit d'un programme financé par la Commission européenne dont l'objectif est de mettre en place "un groupe de travail qui, **en cas d'accident nucléaire affectant l'agriculture, l'alimentation et la vie rurale en France, pourrait fournir des données pour des décisions stratégiques**", mais aussi de travailler sur "deux problèmes-clé : la gestion des produits alimentaires contaminés après un accident ; et les stratégies pour un retour des territoires à la production agricole tout en minimisant les quantités de déchets générés". Ces "déchets", ce sont bien les productions agricoles contaminées. Il s'agit d'en "minimiser" la quantité... en décrétant que la plus grande part de ces productions peut être consommée²⁵.

Comme par hasard, on retrouve l'INAPG, qui participe en force à Farming par l'intermédiaire de plusieurs responsables dont Henry Ollagnon... déjà engagé dans Core ! D'ailleurs, l'INAPG revendique la connexion entre ces différents programmes : "L'INAPG, en charge du groupe français du programme Farming, fait le lien avec son expérience dans le cadre des projets de "réhabilitation" des conditions de vie dans les territoires du Belarus contaminés par l'accident

²³ www.patrimsf.org

²⁴ www.ec-farming.net

²⁵ www.ec-farming.net/stakeholderpage/french_stake ; cliquer sur "Présentation de Farming" (sic !)

14

de Tchernobyl (projets Ethos 1 et 2, puis projet Core)" ("INAPG, contractor/ in charge of the French Farming group, was then relied on its experiences within the framework of the projects towards the "rehabilitation of the living conditions in the contaminated territories of Belarus following the accident of Tchernobyl" (projects Ethos 1 and 2, then project Core)").

L'INAPG cite l'implication de la FNSEA, des grands producteurs de lait et du lobby nucléaire dont l'incontournable CEPN : "Ce processus, dans lequel l'INAPG a joué le rôle d'intermédiaire, a été rejoint, en plus de la FNSEA, de la Fédération nationale des producteurs de lait, du CEPN et de l'IRSN, par dix instituts et centres techniques nationaux de l'agriculture" ("This process, for which the ISP/INAPG played the role of facilitator, joined together, in addition to the French farmers national association (FNSEA), the National Milk Producers Federation (FNPL), the Nuclear Protection Evaluation Centre (CEPN) and the Institute for Radiological Protection and Nuclear Safety (IRSN), ten institutes and technical national centers for agriculture.")

Sans surprise, la liste des participants français au programme Farming est édifiante²⁶. On trouve des représentants :

- du lobby nucléaire (CEPN, IRSN) ;
- de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) dont la présence dans ce programme laisse craindre qu'elle se prépare à cautionner la consommation de produits contaminés ;
- de l'Etat avec le ministère de l'Agriculture mais aussi les ministères... de l'Intérieur et de la Défense. Nous y reviendrons : il apparaît que les libertés seraient fortement remises en cause en cas d'accident nucléaire ;
- du lobby agro-productiviste : FNSEA, INAPG, Sol et Civilisation, mais aussi la Sopexa ²⁷, structure spécialisée dans... **l'exportation des productions agricoles françaises** ;

Ce dernier point est loin d'être subalterne : demandez-vous ce que peut bien faire dans un programme "post accident nucléaire" une société spécialisée dans les exportations agricoles...

²⁶ www.ec-farming.net/stakeholderpage/french_stake ; cliquer sur "Farming-D16 French report"

²⁷ www.e-sopexa.com/francais/index.html

15

Préparation à un Tchernobyl en France

Autre programme qui montre le réel cynisme des gens du nucléaire et de leurs alliés : **SAGE** (*Strategies And Guidance for establishing a practical radiation protection culture in Europe in case of long term radioactive contamination after a nuclear accident.*

En français : "Stratégies pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive à long terme suite à un accident

nucléaire").

Sur le site web dédié²⁸, on peut lire : "A l'issue du projet Ethos, la Commission Européenne a reconnu l'intérêt d'engager une réflexion sur les conditions et les moyens d'application de la démarche **pour l'Europe occidentale** et, à cette fin, soutient le projet Sage. Ce dernier vise à élaborer un cadre stratégique pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en cas de contamination radioactive à long terme, aussi faible soit-elle, suite à un accident nucléaire ou tout autre événement ayant entraîné une dispersion de radioactivité dans l'environnement."

Le CEPN a d'ailleurs organisé les 14 et 15 mars 2005 un séminaire européen, "**Surveillance radiologique et culture pratique de radioprotection pour les populations habitant dans les territoires contaminés à long terme**", pour présenter les résultats du projet Sage.

Empoisonnement programmé en cas d'accident nucléaire à Nogent/Seine

Autre exemple : des "travaux pratiques" ont d'ores et déjà été mis en oeuvre dans le département de l'Aube. Il faut dire que ce département est quasiment colonisé par l'industrie nucléaire avec la centrale nucléaire de Nogent - très proche de Paris - et les sites de stockage des déchets nucléaires de Soullaines et de Morvilliers.

Extraits de ce document édifiant : "A la demande du Préfet de l'Aube, différents groupes de travail se sont intéressés aux conséquences et à la gestion d'un accident nucléaire fictif sur la

²⁸ www.ec-sage.net

16

centrale de Nogent-sur-Seine. Le groupe «**Décontamination des sols et chaîne alimentaire**», animé par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et composé de représentants de la Direction Départementale des Services Vétérinaires, de la Chambre Départementale d'Agriculture et de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) a analysé les conséquences d'un accident fictif sur l'agriculture locale afin d'élaborer des stratégies de gestion post-accidentelle des productions animales et végétales contaminées et de réhabilitation de l'espace agricole." ²⁹

Ces entraînements n'ont pas pour but de repérer les productions contaminées afin d'empêcher leur consommation : il ne faut pas oublier l'implication dans les programmes "post-accident nucléaire" de la FNSEA, des grandes organisations de l'agriculture productiviste, et de la Sopexa, spécialisée dans les exportations des produits agricoles français.

Il ne faut pas oublier les "enseignements" des programmes Ethos et Core, les communications triomphalistes comme par exemple celles de FERT - "Des techniques qui ont contribué à l'amélioration de la qualité radiologique de 25 à 30% et à un accroissement des rendements de 250%" - et de l'IRSN - "Sur la plus grande partie des territoires contaminés, les entreprises agricoles et les particuliers produisent des produits alimentaires conformes aux normes en vigueur."

Il ne faut avoir aucune illusion : en cas d'accident nucléaire, la population n'aura plus qu'à consommer des produits contaminés. Et, nous allons le voir, les antinucléaires ne seront peut-être plus là pour informer leurs concitoyens des dangers...

Société nucléaire, société policière... et militaire !

Le slogan des années 70, "*Société nucléaire, société policière*", est certainement plus que jamais d'actualité. On peut même le compléter : "*Société nucléaire, société policière... et militaire !*" Revenons par exemple sur la présence dans le programme Farming des ministères de l'Intérieur et de la Défense. Il est assez logique de penser que ces institutions auraient pour mission, en cas d'accident nucléaire, de "maintenir l'ordre". Après tout, c'est leur raison d'être.

²⁹ www.cc-pays-de-gex.fr/assoc/atsr-ri/c_grenoble/conf15.pdf

17

Cela semble d'ailleurs cohérent avec les craintes émises par diverses associations lors de la parution le 8 septembre 2003 d'un décret présidentiel "*portant création du comité interministériel aux crises nucléaires ou radiologiques*" ³⁰. Ce décret attribue un rôle prépondérant au... Secrétaire général de la défense nationale.

En cas d'accident nucléaire, il ne fera sûrement pas bon être antinucléaire et tenter d'informer les citoyens sur la réalité des contaminations ou sur le danger de consommer des produits contaminés. Les motifs d'arrestation ne manqueront pas : il ne faut pas affoler la population, répandre des "rumeurs", gêner les autorités qui, après avoir imposé le nucléaire, imposeront l'"unité nationale" face à l'accident nucléaire. Le risque d'une société autoritaire, mise en place suite à un accident nucléaire, a été bien expliqué par Roger Belbéoch dans divers écrits.³¹ Beaucoup de gens croient qu'un Tchernobyl en Europe de l'Ouest, et particulièrement en France,

sonnerait le glas de l'industrie nucléaire, les autorités reconnaissant enfin qu'elles n'auraient jamais dû s'engager dans cette voie, et mettant en place un plan rapide de sortie du nucléaire. Il y a fort à craindre que rien ne se passerait ainsi. On nous expliquerait que, grâce aux enseignements obtenus par les programmes comme Ethos et Core autour de Tchernobyl, il est possible de surmonter le drame, de vivre correctement en zone contaminée, de manger des produits "faiblement" radioactifs, etc.

Non, de toute évidence, ce n'est pas un nouveau Tchernobyl qui poussera le lobby nucléaire à reconnaître ses erreurs et à programmer sa propre disparition. En vérité, il vaudrait véritablement mieux... qu'il n'y ait pas d'accident nucléaire. Cela paraît évident mais, nous l'avons vu, la population est soigneusement préparée à accepter une éventualité aussi dramatique, à grand renfort de distributions de pastilles d'iode, de ridicules simulations d'accident, de déclarations lénifiantes comme le célèbre "*Le risque zéro n'existe pas*".

Il se trouve justement que, en matière de nucléaire, le risque zéro existe : il suffit de fermer les centrales...

³⁰ <http://admi.net/jo/20030910/PRMX0306819D.html>

³¹ www.dissident-media.org/stop_nogent/95_pub.html

18

Le laboratoire Criirad-Bandazhevsky

Face à la désinformation mise en place par le lobby nucléaire dans les zones contaminées autour de Tchernobyl, un homme poursuit son combat : Youri Bandazhevsky. Du fond de sa prison, malgré les menaces, les brimades, les privations, il se prépare, réfléchit, travaille. Et il n'est pas seul. Du monde entier, des courriers de soutien affluent. Mais, surtout, il noue une relation fructueuse avec la Criirad et son laboratoire indépendant. Cette association, basée à Valence (Drôme), a révélé en 1986 que le nuage de Tchernobyl avait bien touché la France. Depuis, elle a continué son combat, malgré les tentatives de déstabilisation.

Logiquement, la Criirad a fini par croiser le chemin de Youri et de sa femme Galina Bandazhevskaja, qui prépare courageusement le retour de son mari, malgré les huit ans de prisons qui lui ont été infligés. Le 2 mars 2005, la Criirad annonce par communiqué³² qu'elle va créer en Biélorussie un laboratoire indépendant "Criirad-Bandazhevsky" et qu'elle commence par embaucher Mme Bandazhevskaja. Le 5 août 2005, Youri Bandazhevsky est enfin libéré. Une liberté sous haute surveillance, certes, mais le courageux professeur est en passe de réussir son pari. Il signe son premier contrat de travail avec la Criirad qui avance, sur ses fonds propres, les 13806 euros d'amende exigée par la "justice" biélorusse.

Deux souscriptions populaires sont en cours, lancées par la Criirad pour rembourser l'amende³³ et pour financer³⁴ le laboratoire qui nécessite 150 000 euros. C'est un pari presque insensé : en effet, la Criirad ne reçoit aucune subvention et ne vit elle-même que par les dons de ses adhérents et sympathisants (hormis les expertises et études qu'elle fait pour des associations, des collectivités territoriales).

Mais le "miracle" est en cours : début 2006, les 3/4 de l'amende et les 2/3 du laboratoire étaient couverts par les dons. Et, le 6 janvier 2006, grâce au paiement de l'amende, et surtout grâce à son courage, le Pr Bandazhevsky recouvrait enfin sa pleine liberté. Ou, du moins, celle que l'on peut avoir en Biélorussie. Le combat pour la vérité continue...

³² www.criirad.com/criirad/actualites/LaboratoireBandajevsky/LaboBandajevsky.doc

³³ www.criirad.com/criirad/actualites/LaboratoireBandajevsky/AmendeYBparticipation.html

³⁴ www.criirad.com/criirad/actualites/LaboratoireBandajevsky/Financement.html

19

Conclusion : quelques propositions qui découlent de la présente enquête

1) **Démantèlement du CEPN.** Cette structure quasi mafieuse regroupe EDF, Areva, le CEA et l'IRSN, structures qui dépendent de l'Etat français : ce dernier peut (et doit) prendre ses responsabilités. **A défaut, l'IRSN doit quitter le CEPN** : il est injustifiable que l'IRSN, institut supposé contrôler les exploitants (EDF, Areva et CEA), soit acoquiné avec eux, qui plus est pour cacher la vérité concernant les accidents nucléaires.

2) **Arrêt de toute participation d'organismes français aux programmes CORE et FARMING** et à toute initiative ayant pour but de cacher ou minimiser les vraies conséquences d'un accident nucléaire.

3) **Commission d'enquête indépendante sur les conséquences de Tchernobyl**, chargée en

particulier d'auditionner les Pr Bandazhevsky et Nesterenko, et faire connaître leurs travaux.

4) Excuses de l'Etat français aux Pr Bandazhevsky et Nesterenko:

- au Pr Bandazhevsky car l'Etat français porte une part de responsabilité dans son emprisonnement pendant 5 ans en Biélorussie, avec la caution implicite d'organismes pronucléaires français ;

- au Pr Nesterenko qui s'est vu retiré la gestion de plusieurs centres indépendants au profit du programme Ethos mené par l'industrie nucléaire française.

5) Information pluraliste de la population sur les conséquences réelles d'un accident

nucléaire, en particulier en France, sur les scénarios qui en découleraient sur le plan alimentaire, ainsi que quelques autres données comme le fait qu'aucune assurance ne couvre les dommages dus aux "radiations ionisantes". Un aveu.

20

Sortir du nucléaire, la seule solution pour éviter un nouveau Tchernobyl

Il faut que l'Etat français prenne une décision immédiate de sortie du nucléaire, laquelle devrait être mise en oeuvre dans les délais les plus courts possibles.

Dans le même temps, la France doit d'adresser à ses voisins nucléarisés pour leur demander de sortir eux aussi du nucléaire.

Enfin, la France et plus largement l'Union européenne doivent mettre immédiatement en oeuvre un plan énergétique décliné en trois parties complémentaires :

- **efficacité énergétique** (utiliser moins d'énergie pour obtenir un même résultat)

- **économies d'énergie** (repérer les consommations inutiles et qu'il faut donc éliminer)

- **énergies renouvelables** : les seules qui resteront, tôt ou tard.

Réseau "Sortir du nucléaire" - Fédération de 725 associations

www.sortirdunucleaire.org - Contact : 04.78.28.29.22